



# Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social Protection Judiciaire de la Jeunesse - Fédération Syndicale Unitaire

*Secrétariat National* : 54, Rue de l'Arbre Sec – 75001 Paris

*Tél* : 01 42 60 11 49 - *Fax* : 01 40 20 91 62

*site* : [www.snpespjj-fsu.org](http://www.snpespjj-fsu.org) *Mél* : [Snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr](mailto:Snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr)



Paris, le 29 octobre 2008

## RESULTATS CAP MOBILITE DIRECTEUR(TRICE)S DU 29 OCTOBRE 2008

**ATTENTION : Tous ces résultats sont bien entendus publiés sous réserve de la parution définitive des nouvelles affectations par l'Administration Centrale !**

**Ont siégé** : Philippe NONNENMACHER (Tél : 01 48 73 20 34) et comme expert Philippe CALO (Tél : 03 23 26 36 60)

### **Déclaration liminaire** :

Ca y est, les millions d'euros nouveaux sont arrivés ! Ces millions qui seront mis à disposition des banques pour qu'elles puissent nous les « prêter » et donc s'enrichir à nouveau. Mais pourquoi emprunte t'on aux banques ? Parce que l'on n'a pas assez d'argent, parfois pour subvenir à des besoins vitaux. Ces millions qui n'existaient pas lorsqu'il était question d'envisager une réforme statutaire digne du corps des directeurs mais également des autres catégories de personnels. Ces millions qui ne serviront pas à maintenir ouverts des établissements dans lesquels éducation ne rime pas avec contention. Le modèle économique ultralibéral fait faillite aujourd'hui et nous ne serons pas nombreux à pleurer sur le sort de ceux qui, remerciés, devront abandonner leurs parachutes dorés. Mais le modèle social ultralibéral reste malheureusement la référence de la direction de la P.J.J. et ce sont des centaines d'adolescents parmi les plus défavorisés qui vont en être les victimes.

Dans ce contexte, les délégués SNPES-PJJ/FSU demandent que leur soit précisé le plan d'ensemble de la restructuration des services P.J.J. et que la liste des fermetures de services, des mutualisations, des regroupements, et des suppressions de postes qui en découleront fatalement, leur soient exposés. Car comment penser une C.A.P. de mobilité dans ce climat d'incertitude permanente quant à la pérennité des structures.

Nous vous demandons de nous informer sur la réforme statutaire supposée être mise en chantier au cours du dernier trimestre 2008. Sera t'elle limitée au strict champs de l'indemnitaire ou la pensez-vous toujours à la hauteur de vos ambitions du début de l'année. A ce propos, qu'en est-il de la fonctionnalisation d'un nombre croissant de postes promise en 2005 ?

Que restera t'il du corps des directeurs lorsque le nombre de postes offerts en services aura critiquement diminué du fait des fermetures et de la prise de responsabilités d'unités éducatives par des Chefs de services éducatifs fonctionnalisés ? La création des postes d'auditeurs n'est plus une réponse suffisante. D'abord parce que le flou entretenu autour du contenu de la mission (audit ?, inspection ?) d'une part, par les critères de recrutement renvoyés aux directeurs régionaux et donc à l'arbitraire, d'autre part, ne permettent pas toujours aux agents de se diriger sereinement vers ces fonctions. Ensuite parce que ces postes sont devenus des postes « refuges » pour certains, qui ne veulent pas se voir proposer des mobilités forcées ou des propositions de départ.

Pour finir les délégués SNPES-PJJ/FSU souhaitent attirer votre attention sur la récurrence des problèmes rencontrés par les directeurs au travers des nouvelles procédures d'évaluation des personnels. En tant qu'agents notés lorsque l'échelon hiérarchique supérieur ne trouve pas d'arguments pour étayer

une discrimination imposée. En tant qu'agent évaluateur lorsque l'on considère le nombre inquiétant de recours des agents évalués, du fait notamment de l'incidence à la fois sur l'avancement de manière immédiate mais également sur la modularité indemnitaire dans un très court terme. Qu'en sera t'il de l'étude de ces recours ? Pourront ils être étudiés avant les C.A.P. d'avancement au risque, à défaut, d'être vidés de leur sens ?

<b>POSTES CLASSIQUES DIRECTEURS</b>								
<b>NOUVELLE AFFECTATION</b>						<b>ANCIENNE AFFECTATION</b>		
<b>Inter-Région</b>	<b>Région administrative</b>	<b>Dpt</b>	<b>Structure</b>	<b>Emploi</b>	<b>Nom Prénom</b>	<b>Structure</b>	<b>Dpt</b>	<b>Observations</b>
Grand Est	Champagne-Ardenne	52	STEMOI Chaumont		AIME Clément (29,75 pts)	CAE St Dizier	52	Poste réservé suite fusion des 2 CAE pour nouveau STEMOI
Grand Nord	Hte Normandie	27	FAE Evreux		PV			
Grand Nord	Hte Normandie	76	CAE Rouen Lafosse		PETIT Justine (8 pts)	DRPJJ Hte et Basse Normandie		Redéploiement
<b>POSTES SPECIFIQUES DIRECTEURS</b>								
<b>NOUVELLE AFFECTATION</b>						<b>ANCIENNE AFFECTATION</b>		
<b>Inter-Région</b>	<b>Région administrative</b>	<b>Dpt</b>	<b>Structure</b>	<b>Emploi</b>	<b>Nom Prénom</b>	<b>Structure</b>	<b>Dpt</b>	<b>Observations</b>
Centre	Bourgogne	21	DIRPJJ Centre en résidence à Dijon	Auditeur	MATHIEU Frédérique	DRPJJ Bourgogne	21	Redéploiement
Centre	Centre	45	DIRPJJ Centre	Conseiller technique	PV			
Centre	Centre	45	DIRPJJ Centre	Responsable pôle audit.contrôle politique éducative	LESTRADE Christine	DRPJJ Hte et Basse Normandie	76	Redéploiement
Centre Est	Rhône Alpes	69	DIRPJJ Centre Est	Conseiller technique	PV			
Grand Nord	Nord	59	DIRPJJ Grand Nord	Chef unité audit	Poste pas examiné			
Grand Nord	Nord	59	DIRPJJ Grand Nord	Auditeur	Poste non libéré			
Grand Nord	Nord	59	DIRPJJ Grand Nord	Auditeur	VAN BROECK Evelyne	CAEI Littoral		Poste pas examiné
Grand Nord	Nord	59	DIRPJJ Grand Nord	Auditeur	BASUYAUX Pierre	CEF Liévin	62	PV
Ile de France	Ile de France	75	DIRPJJ Ile de France Pôle RH	Responsable hygiène sécurité	BARONE Patrick	DDPJJ Essonne	91	Poste pas examiné
Ile de France	Ile de France	75	DIRPJJ Ile de France Pôle politique éducative	Conseiller technique appui méthodologique	PV			

Ile de France Outre-Mer	Outre Mer	974	FAE St Denis la Réunion		LE CORRE Myriam	CAE St Denis la Réunion	974	
Ile de France Outre-Mer	Outre Mer	974	CAE St Denis la Réunion		DURAND Frédéric	FAE CPI Le Brûlé	974	Poste fermé
Sud Centre	Languedoc	34	DPJJ Hérault	Conseiller technique	CHAMBRE Jean-Claude	DRPJJ Languedoc	34	Poste pas examiné

POSTES SPECIFIQUES CATEGORIES A ET B										
Inter- Région	Région Administrative	Dpt	Nouvelle affectation	Unité	Corps	Emploi	Nom Prénom	Ancienne affectation	Dpt	Observations
AC	Ile de France	75	Sous-Direction des Ressources Humaines et des Relations Sociales	Bureau RH4	DIR- ATT	Adjoint au chef de bureau	SCOLAN CHALUT NATAL Véronique	AC/RH3	75	Poste spécifique à republier
AC	Ile de France	75	Sous-Direction des missions de protection judiciaire et d'éducation	Bureau K2	DIR- CSE- CTSS- EDU	Rédacteur au pôle action éducative	Candidature autre corps retenue			
AC	Ile de France	75	Sous-Direction des missions de protection judiciaire et d'éducation	Bureau K2	DIR- CSE- CTSS- EDU	Rédacteur au pôle action éducative	Candidature autre corps retenue			
AC	Ile de France	75	Sous-Direction des missions de protection judiciaire et d'éducation	Bureau K2 (activités sportives)	DIR- CSE- CTSS- EDU	Rédacteur au pôle insertion et medias de l'action éducative	Candidature autre corps retenue			
AC	Ile de France	75	Sous-Direction des missions de protection judiciaire et d'éducation	Bureau K2 (Education nationale)	DIR- PT- CSE- CTSS- EDU	Rédacteur au pôle insertion et medias de l'action éducative	Candidature autre corps retenue			
Centre	Centre	45	DIRPJJ Centre		DIR- ATT- CSE	Auditeur	PV			
Centre	Centre	45	DIRPJJ Centre		DIR- ATT- CSE	Auditeur	PV			
Centre Est	Rhône Alpes	69	DIRPJJ Centre Est		DIR- ATT	Contrôleur gestion	Candidature autre corps retenue			
Centre Est	Rhône Alpes	69	DIRPJJ Centre Est		DIR- ATT	Chargé de communication	PV			

Centre Est	Rhône Alpes	69	DIRPJJ Centre Est		DIR-PT-ATT	Auditeur	PV			
Centre Est	Rhône Alpes	69	DIRPJJ Centre Est		DIR-PT-ATT	Auditeur	PV			
Centre Est	Rhône Alpes	69	DIRPJJ Centre Est		DIR-PT-ATT	Auditeur	Candidature autre corps retenue			
Centre Est	Rhône Alpes	69	DIRPJJ Centre Est		DIR-PT-ATT	Auditeur	WEYLAND Marc	DRPJJ Rhône	69	PV
Centre Est	Rhône Alpes	69	DIRPJJ Centre Est		DIR-PT-ATT	Auditeur	PV			
Divers	Ile de France	75	Secrétariat général	Bureau de l'accès au droit et à la justice et de la politique de la ville	DIR-CSE	Chargé de mission	SOUIL Elodie S/R détachement croisé. Attente CAP du corps d'accueil			
Divers	Ile de France	75	Direction générale de l'enseignement scolaire		DIR-CSE-PT	Chargé de mission PJJ auprès Education nationale	Examen reporté			
Divers	Ile de France	75	Délégation interministérielle à la ville		Cat A	Chargé de mission	Examen reporté			
ENPJJ	ENPJJ	45	PTF Centre Limousin Poitou Charente		DIR-CSE-PT-CTSS-ATT	Responsable	PV			
Grand Est	Franche Comté	25	DIRPJJ Grand Est en résidence à Besançon		DIR-PT-ATT	CIR Adjoint Franche Comté	Poste pas examiné			
Grand Est	Franche Comté	25	DIRPJJ Grand Est en résidence à Besançon		DIR-PT-ATT	Auditeur	PV			
Grand Est	Lorraine	54	DIRPJJ Grand Est		DIR-PT-ATT	Auditeur	PV			
Grand Est	Lorraine	54	DIRPJJ Grand Est		DIR-PT-ATT	Auditeur	PV			
Grand Est	Lorraine	54	DIRPJJ Grand Est		DIR-PT-ATT	Auditeur	SCHWEITZER Patricia	DRPJJ Lorraine	54	PV
Grand Est	Lorraine	54	DIRPJJ Grand Est		DIR-PT-ATT	Auditeur	PV			
Grand Est	Lorraine	54	DIRPJJ Grand Est		DIR-PT-ATT	Auditeur	Candidature autre corps retenue			
Grand Est	Lorraine	54	DIRPJJ Grand Est		DIR-PT-ATT	Auditeur adjoint chef pôle audit	RENAUD Michel	DRPJJ Lorraine	54	Redéploiement

Grand Est	Lorraine	54	DIRPJJ Grand Est		DIR-PT-ATT-CSE	Auditeur conseiller technique	PV			
Grand Est	Alsace	67	DIRPJJ Grand Est en résidence à Strasbourg		DIR-PT-ATT	Auditeur	ARENZ Laurence	DRPJJ Alsace	67	Redéploiement
Grand Est	Alsace	67	DIRPJJ Grand Est en résidence à Strasbourg		DIR-PT-ATT	Auditeur	Candidature autre corps retenue			
Grand Est	Alsace	67	DIRPJJ Grand Est en résidence à Strasbourg		DIR-PT-ATT	CIR Adjoint Alsace	PV			
Grand Nord	Nord	59	DIRPJJ Grand Nord		DIR-PT	Conseiller technique pôle politique éducative	PV			
Grand Nord	Hte Normandie	76	DIRPJJ Grand Nord en résidence à Rouen		DIR-ATT-CSE	Auditeur	Candidature autre corps retenue			
Grand Nord	Hte Normandie	76	DIRPJJ Grand Nord en résidence à Rouen		DIR-ATT-CSE	Auditeur	Candidature autre corps retenue			
Grand Nord	Picardie	80	DIRPJJ Grand Nord en résidence à Amiens		DIR-ATT-CSE	Auditeur	CORDESSE Alexandre	DRPJJ Picardie	80	Redéploiement
Grand Ouest	Bretagne	35	DIRPJJ Grand Ouest		DIR-ATT	Directeur administratif et financier	PV			
Grand Ouest	Bretagne	35	DIRPJJ Grand Ouest		DIR-ATT-CTSS	Auditeur	SALLES Jean-Matthieu S/R date de prise de poste à définir	FAE CPI Nice	06	PV
Grand Ouest	Bretagne	35	DIRPJJ Grand Ouest		DIR-ATT-CTSS	Auditeur	DESCHAMPS Guillaume S/R date de prise de poste à définir	CAE Le Mans	72	
Grand Ouest	Bretagne	35	CAE Le Mans				FOUCAUD Guy S/R date de prise de poste à définir	FAE Le Mans	72	PV
Grand Ouest	Bretagne	35	DIRPJJ Grand Ouest		DIR-ATT-CTSS	Auditeur	PV			
Ile de France	Ile de France	75	DIRPJJ Ile de France	Pôle audit	DIR-PT-ATT	Auditeur	GENDRY Raynald	AC/K2	75	Poste spécifique à republier

Ile de France	Ile de France	75	DIRPJJ Ile de France	Pôle audit	DIR-PT-ATT	Auditeur	MALINUR Charles	AC/RH1	75	Poste spécifique à republier
Ile de France	Ile de France	75	DIRPJJ Ile de France	Pôle audit	DIR-PT-ATT	Auditeur	Candidature autre corps retenue			
Ile de France	Ile de France	75	DIRPJJ Ile de France	Pôle audit	DIR-PT-ATT	Auditeur	MACHAL Ghyslaine S/R date de prise de poste à définir	CAE Suresnes	92	PV
Ile de France	Ile de France	75	DIRPJJ Ile de France	Pôle audit	DIR-PT-ATT	Auditeur	Candidature autre corps retenue			
Ile de France	Ile de France	75	DIRPJJ Ile de France	Pôle audit	DIR-PT-ATT	Auditeur	AGUSTI Dominique	DDPJJ Yvelines	78	Redéploiement
Ile de France	Ile de France	78	DDPJJ Yvelines		DIR-PT-ATT-CTSS	Conseiller technique politique pédagogique	PV			
Ile de France	Ile de France	92	DDPJJ Hts de Seine		DIR-PT-ATT-CTSS	Conseiller technique politique pédagogique	SOUIL Elodie S/R pas servie sur un autre poste			
Ile de France	Ile de France	95	DDPJJ Val d'Oise		DIR-PT-ATT-CTSS	Conseiller technique politique pédagogique	Candidature autre corps retenue			
Ile de France Outre-Mer	Ile de France	75	DIRPJJ Ile de France en résidence à la Guadeloupe	Pôle audit	DIR-PT-ATT	Auditeur	Poste gelé			Référence à la résidence administrative supprimée
Sud Centre	Midi-Pyrénées	31	DIRPJJ Sud Centre		DIR-ATT	Auditeur	PV			
Sud Centre	Languedoc	34	DIRPJJ Sud Centre en résidence à Montpellier		DIR-ATT	Auditeur	FRAISSINET Jackie	DRPJJ Languedoc	34	Redéploiement
Sud Centre	Languedoc	34	DIRPJJ Sud Centre en résidence à Montpellier		DIR-ATT	Auditeur	Candidature autre corps retenue			
Sud Centre	Languedoc	34	DIRPJJ Sud Centre en résidence à Montpellier		DIR-ATT	Auditeur	Candidature autre corps retenue			
Sud Centre	Languedoc	34	DIRPJJ Sud Centre en résidence à Montpellier		DIR-ATT	Auditeur	Candidature autre corps retenue			

Sud Centre	Languedoc	34	DIRPJJ Sud Centre en résidence à Montpellier		DIR-ATT	CIR	Candidature autre corps retenue			
Sud Est	Provence	13	DIRPJJ Sud Est		DIR-CTSS-INF	Conseiller technique	PV			
Sud Est	Provence	13	DIRPJJ Sud Est		DIR-PT-ATT	Auditeur	Candidature autre corps retenue			
Sud Est	Provence	13	DIRPJJ Sud Est		DIR-PT-ATT	Auditeur	PV			
Sud Est	Provence	13	DIRPJJ Sud Est		DIR-PT-ATT	Auditeur	PV			
Sud Est	Provence	13	DIRPJJ Sud Est		DIR-PT-CSE	Conseiller technique	PV			
Sud Ouest	Aquitaine	33	DIRPJJ Sud Ouest		DIR-CSE	Conseiller technique pôle éducatif	PV			
Sud Ouest	Aquitaine	33	DIRPJJ Sud Ouest		DIR-CSE	Auditeur	PV			
Sud Ouest	Aquitaine	33	DIRPJJ Sud Ouest		DIR-CSE	Auditeur	PV			

**2 situations individuelles portant sur des dossiers médicaux** ont été défendues sans que l'administration y apporte de réponse immédiate. Nous invitons les collègues concernées à contacter les délégués SNPES-PJJ/FSU.

### **COMMENTAIRES :**

En l'absence de M. CABOURDIN, directeur de la PJJ, c'est M. Yves ROUSSET SDRH qui a présidé la CAP et répondu aux questions liminaires des délégués des organisations syndicales.

M. ROUSSET a indiqué que la restructuration des services et la mise en place de l'interdépartementalité connaissent une accélération due directement aux contraintes budgétaires liées à l'actualité, notamment le respect des déficits publics. Selon lui, l'anticipation n'était pas possible.

Il n'existerait pas de projet global au niveau national pour la restructuration mais des propositions faites au niveau des DIR. L'arbitrage du DPJJ doit intervenir avant le 15/11, puis les DIR présenteront leurs BOP aux organisations syndicales.

Une direction de projet est mise en place au niveau de l'AC depuis septembre 2008 afin de proposer la réorganisation administrative type aux échelons DIR et interdépartementaux. En parallèle se mettent en place des plateformes recoupant des fonctions propres à diverses administrations, mandatement, facturation, traitements...

De cela découlera un nombre important de disparitions de postes, sacrifiés sur l'autel de l'économie d'échelles.

Dans tous les cas, la masse salariale 2009 sera insuffisante pour maintenir tous les emplois. 70 Equivalents Temps Plein travaillés sont menacés dès le 1<sup>er</sup> janvier 2009, titulaires ou contractuels.

M.ROUSSET a défendu la qualité du travail de la cellule d'accompagnement, puisque 90% des agents auraient obtenu une réponse à leur reclassement sur une base, soit géographique, soit professionnelle entre avril et fin octobre. Il n'en reste pas moins qu'un certain nombre de collègues sont encore dans l'incertitude. Le fait que les situations de fermeture de postes à venir ne soient plus traitées au niveau de l'AC mais à celui des DIR ne présente

pas, à nos yeux, les garanties nécessaires. Et quel sens donner à des propositions faites d'aller travailler dans d'autres administrations (Intérieur, DRASS, autres directions du ministère de la Justice) lorsque l'on a fait le choix initial d'exercer à la PJJ ?

En réponse à nos questions sur la réforme statutaire, M.ROUSSET confirme le calendrier : début des travaux premier trimestre 2009 pour une finalisation fin 2009.

La grille de référence annoncée serait celle des directeurs de l'Administration Pénitentiaire à masse salariale constante !!

Concernant l'indemnitaire, la PJJ aurait obtenu un accord du budget et de la F.P pour soumettre un dossier. Le dossier, signé de la Garde des Sceaux et du ministère de la Fonction Publique, serait en souffrance de signature sur le bureau du ministre du budget.

Les nouveaux postes fonctionnels (entre 60 et 80) ont été gelés. Ces postes seront répartis à l'issue des arbitrages BOP en 2009.

Au sujet des auditeurs, un objectif de 100 auditeurs est fixé mais sans urgence à constituer les pôles audit. Sous 3 ans, la formation doit être certifiée pour en valider la qualité. Les auditeurs qui, après des délais préfixes (5 à 7 ans) ne postuleraient pas ailleurs, pourraient se voir nommer sur un autre poste « dans l'intérêt du service ».

M. ROUSSET reconnaît que dans le contexte actuel, la fonction audit a servi de poste refuge pour des agents soumis à la restructuration et au redéploiement.

Malgré notre insistance, l'AC s'est dite en incapacité de garantir l'examen des recours en évaluation avant la tenue des CAP d'avancement et a réaffirmé le caractère « expérimental » de la démarche.

Notons que les avancements, ou plus encore les refus de proposer des agents, sur la base de l'évaluation, n'ont pas un caractère expérimental sur le déroulement de carrière et que les agents ne sont pas des cobayes.